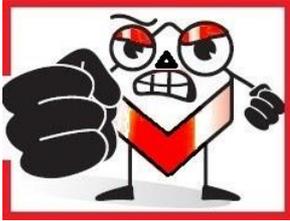


Retraité(e)s CGT : Indigné(e)s mais pas Résigné(e)s

Journal à périodicité variable des Retraités et Préretraités CGT SAP 13. Syndicat des Activités Postales
55 av de La Rose La Brunette Bt ext D 13013 Marseille -+--+ Tel : 04.91.11.60.95 Fax : 04.91.02.69.69
Courriel retraites.cgtposte13@gmail.com Site <http://retraites.cgtposte13.over-blog.com/>

Macron, Le Magicien !



Et Hop ! Je fais disparaître d'ici à 2022 la Taxe d'Habitation
Abracadabra... et poudre de Perlimpinpin

Et, grâce à mon Comité des Finances Locales, j'autorise les départements à utiliser la CSG pour récupérer une partie des 26 milliards qu'il me faut trouver pour compenser cette perte ! J'attribue donc aux départements une fraction de la CSG, ces derniers pourront même disposer d'un « pouvoir de taux additionnel » de cette CSG et conserver ainsi « un levier fiscal ».

En clair, je ne serai pas rendu responsable de la hausse de la fiscalité. C'est pas magique ça ?

L'EDITO

. DANGER

POUR NOTRE SYSTÈME SOCIAL !

L'arnaque de l'augmentation du pouvoir d'achat pour les salarié-e-s du privé (et d'un simple maintien pour les autres et d'une baisse des pensions pour les retraité-e-s) est le résultat de la hausse de la CSG et d'une baisse des cotisations sociales, fragilisant un peu plus notre système de Sécurité sociale, dans le collimateur du capitalisme.

Cette fragilisation s'accélère après trois années consécutives d'augmentation des exonérations de cotisations de sécurité sociale : 1,4 % en 2014, 3,1 % en 2015 et 2,6 % en 2016. Elles se sont élevées en 2016 à 27,8 milliards d'euros, soit 8,2 % des cotisations dues aux Urssaf (hors cotisations chômage).

La quasi-totalité de ces exonérations concerne la part patronale des cotisations et 87 % d'entre elles (24 milliards) ont donné lieu à des compensations ou un financement par l'État.

Dégât collatéral recherché par le patronat pour les plus grands profits des actionnaires : des créations d'emploi concernant des salariés dont la rémunération soit proche du SMIC, pour bénéficier du maximum d'exonérations de cotisations

***Ce n'est pas avec des bas salaires
que l'on fera des bonnes retraites !***

QUINZE/VINGT-DEUX

A ceux qui attendent désespérément devant leur petit écran, les pieds bien dans les charentaises, qui se plaignent en écoutant les infos assenant les reculs sociaux et pleurent en découvrant leur bulletin de pension, ben ce sont deux dates à retenir pour ne rien rater des mobilisations.

Après le succès de la journée du 22 Février pour le Pacte Progrès social, prenant en compte des revendications des retraités mais aussi pour un réel financement de la loi sur la dépendance. Participation massive de nombreux camarades retraité-e-s de La Poste

Toujours à Marseille, ce sera dans le cadre d'une **Journée Nationale d'action, à l'appel les 9 organisations**, toujours unies et déterminées à gagner sur nos revendications, on se revoie

le 15 mars 2018

**Rdv 11h00 - bas de la Canebière
pour un pique-nique revendicatif.**

Et puis le 22 mars, avec l'ensemble des fonctionnaires pour redire que nous refusons l'augmentation de la CSG, mais bien sûr, pas celle des pensions !

**Autant de dates dans le temps pour
autant de motifs de mécontentements.
NE RESTEZ PAS SEUL
DANS VOTRE COIN
ENSEMBLE ON EST PLUS FORT !**



« Quand on ne veut pas augmenter les impôts pour éviter de devenir impopulaire, on crée des taxes sur tout et rien. Et on bidouille donc l'indigeste catalogue français des taxes et autres contributions pour trouver ça et là des recettes supplémentaires. Et là, ça risque de faire mal au portefeuille ! Premier étage de la fusée fiscale : la hausse de 1,7 point de CSG depuis le 1^{er} janvier, qui fait mal aux retraités. Et l'augmentation de la fiscalité du tabac, du gaz et de l'essence. Plus discrètement, le gouvernement a grignoté quelques euros, de-ci de-là, en alourdissant des taxes plus confidentielles comme la taxe « abri de jardin », la taxe sur les métaux précieux ou encore celle sur les véhicules les plus polluants. Enfin, de nouvelles venues sont entrées en vigueur en janvier, comme la fameuse taxe « inondation » ou Gemapi.

C'est bien plus discret et je ne parierais pas ma prochaine augmentation de retraite qu'on ne nous sorte pas une « Taxe sur le Logement » sorti d'un rapport d'experts, d'ici à la fin annoncée de la taxe habitation.

« Ailleurs dans le Monde »

Les images sont insoutenables. Le corps d'une femme dénudée gît à terre, elle a été visiblement torturée, ses seins ont été découpés et autour de son corps mutilé, les soldats dansent, hurlent de joie et crient «Allah Akbar». Elle s'appelait Barin Kobané, son nom de combattante. Elle était kurde et elle est morte pour nous, massacrée par les hommes d'Erdogan.

La sympathie des Français va instinctivement aux Kurdes, tandis que les faits démentent les déclarations gouvernementales.

Entre un dictateur turc, qui musèle la presse et emprisonne l'opposition et les Kurdes qui partagent nos valeurs de démocratie, de laïcité et d'égalité femmes-hommes, les Français sont avec les Kurdes. Toutes celles et ceux qui depuis le 7 janvier 2015 ont pris la mesure de la menace totalitaire que l'islamisme politique fait peser sur notre société, toutes celles et ceux qui ont affirmé "Je suis Charlie", lorsqu'ils découvrent l'agression menée par l'islamo-fasciste Erdogan, ont envie de crier «Je suis Afrin»!

Nous sommes des dizaines de milliers à avoir séché nos larmes ou serré nos poings et souvent les deux en découvrant ces derniers jours le martyr de la jeune combattante kurde, Barin Kobané. Nous sommes des dizaines de milliers à connaître les horreurs commises par Erdogan et que nos gouvernements ne sauraient ignorer.

Nous demandons au gouvernement d'exiger le retrait de l'armée turque.

Entre Erdogan et les Kurdes, il faut choisir et c'est un choix entre la violence islamiste et l'expérience démocratique, un choix symbolique entre ce qui nous menace et ce que nous sommes. C'est pourquoi nous demandons au gouvernement de se ressaisir au plus vite, d'exiger le retrait de l'armée turque et de réunir en ce sens nos partenaires européens.

À défaut, notre silence serait le linceul des Kurdes et, peut-être un jour, le nôtre.

Mais nous sommes aujourd'hui des dizaines de milliers à prendre conscience d'une chose terrible. Face à la découverte des camps de concentration, on a toujours pensé que nos dirigeants ne savaient pas et que s'il y avait eu des images, des preuves, peut-être que cela aurait tout changé. On a cru que ce qui avait fait défaut était la connaissance. Là on sait, on a les images, les preuves. On sait aussi qui est Erdogan. Mais cela ne change rien. Pire même, notre propre gouvernement légitime les massacres en reprenant les arguments d'un tyran. Or Erdogan est une menace. Pas seulement pour les Kurdes, mais pour l'Europe.

En abandonnant les Kurdes à leur sort pour complaire à un islamiste, nos gouvernants nous mettent en danger à moyen et long terme. Car l'idéologie d'Erdogan et celle de l'État islamique puisent à la même source, leur totalitarisme est lié à une volonté de conquête.

Nous essayons d'ouvrir une rubrique « Ailleurs dans le Monde » ! Aidez-nous à la faire vivre. Envoyez vos articles et vos réflexions sur la situation internationale à :

*Syndicat FAPT CGT Retraites Poste 13- Le Post' Hier- 55 av de La Rose La Brunette
Bt ext D 13013 Marseille*

Des Jeux pour renforcer la Paix ?



Le drapeau commun aux 2 Corées aux J.O.

Si l'ouverture de ces JO a des chances de rester dans l'histoire, c'est surtout du fait qu'elle a servi de cadre à une première : une poignée de main entre le président sud-coréen Moon Jae-in et son homologue du Nord, Kim Yong-Nam, président du présidium de l'Assemblée populaire suprême, en présence de la soeur de Kim Jong-un, que Donald Trump appelle "rocket man". L'homme de la Maison

Blanche a lui-même baissé de ton à l'égard de sa bête noire et s'est même montré ouvert à un dialogue avec lui autrement que par des insultes. Rarement un évènement sportif aura eu un effet aussi palpable en si peu de temps sur le climat international. Bien sûr rien n'est réglé, et dans les chancelleries on s'interroge sur les intentions réelles de Kim Jong-un: renouer véritablement le dialogue ou briser la coalition qui s'est montée contre le régime de Pyongyang?

Si la première option se confirmait, il faudrait peut-être penser à jumeler les JO avec le Prix Nobel de la Paix.

547,16 EUROS par an

C'est ce que me coûte le prélèvement supplémentaire de 1.7% de la CSG sur le budget annuel familial. 45.6€/mois dont 14,06€ de prélèvement mensuel sur la petite retraite de mon épouse (634.64 + 132.10)

135 € par mois

C'est ce que coûtent les fraudeurs fiscaux à chaque contribuable ! Pour compenser le manque à gagner de 60 milliards d'€ de fraude, chacun des 37 millions de foyers fiscaux paye 135 € d'impôts en plus par mois (1 600 € par an).



COMMUNIQUE

EHPAD : les retraité-e-s continuent !

Les neuf organisations de retraité-e-s ont fait le bilan de la journée du 30 janvier de grève et de manifestations, en défense des Établissements d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD), lancée à l'appel des organisations syndicales des personnels et soutenue par les directeurs d'établissement, à laquelle les personnes retraitées se sont associées et ont largement participé.

Des milliers de salarié-e-s se sont mobilisés dans les établissements, aboutissant à un taux de grévistes de 31,8 %, jamais vu dans ce secteur. Des milliers de retraité-e-s étaient présents dans les cortèges.

L'émotion s'est répandue dans toute la population qui refuse le traitement indigne

réservé à nos anciens : une douche par semaine, repas servis froids, etc...

Cette situation ne peut plus durer !

Les neuf organisations de retraité-e-s constatent que les réponses du gouvernement ne sont pas à la hauteur : les 50 millions de rallonge accordés in extremis ne représentent qu'un peu plus de 6 000 € par établissement. C'est du mépris ! Dans ces conditions, nos neuf organisations estiment que la mobilisation doit se poursuivre et se renforcer, bien entendu aux côtés des personnels du secteur médico-social.

Elles soutiendront toute initiative prise par les fédérations syndicales qui sera arrêtée dans les prochains jours. Paris, 13.02.2018

Ehpad : suite de la grève du 30 janvier, ILS préparent leur 15 mars !

Les organisations syndicales, l'AD-PA (Association des Directeurs au service des Personnes Âgées), les associations de retraités et de familles estiment également que l'annonce de la ministre de la Santé d'un plan de 50 millions d'euros pour les maisons de retraite en difficulté n'est pas à la hauteur de la crise que traverse le secteur. Rejoints par deux syndicats de la fonction publique territoriale, la FSU et la FA-FPT (autonomes), et des associations d'aidants.

Ils préparent donc pour une nouvelle grève le 15 mars prochain.

Hausse de la CSG des retraités : "On demande une solidarité inter-générationnelle", dit Pénicaud



MME LA SINISTRE !

Comme si on avait attendu qu'une Ministre nous demande d'être "solidaire"! Il y a belle lurette qu'on est obligé d'aider financièrement les enfants (parce que leurs salaires sont trop bas); de remplacer les places en crèches (parce qu'elles sont insuffisantes et les nounous trop chères ...et rares) d'animer l'amicale des Locataire ou le Syndicat des Retraités (parce qu'il faut défendre nos droits), d'aider les luttes de la santé (parce que pour nous c'est vital) etc..

Alors, ne cherchez pas de minables excuses à votre hold up dans nos poches Mme la Sinistre

TARIFICATION DES NUMEROS SPECIAUX

GRATUIT

- + numéros à 10 chiffres allant de 0800 à 0805
- + numéros à 4 chiffres commençant par 30 ou 31

0 800 134 426 Service à appel gratuits

PRIX D'UN APPEL LOCAL (inclus dans les forfaits illimités)

- + numéros à 10 chiffres allant de 0806 à 0809
- + certains numéros à 4 chiffres commençant par 1 ou 3 (hors 30 et 31)

0 809 100 114 Service gratuit + prix appel

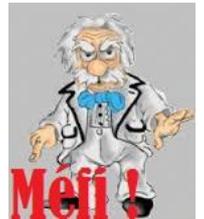
COMMUNICATION SURTAXÉE (prix du service défini par l'éditeur)

- + numéros à 10 chiffres commençant par 081, 082 et 089
- + certains numéros à 4 chiffres commençant par 1 ou 32, 36 ou 39

0 825 200 014 Service 0,15 € / min + prix appel

Appeler des
numéros spéciaux
peut parfois réserver
de mauvaises
surprises

Découvrez la
signalétique
de tarification



Une délégation bien accompagnée !

Il y avait du monde le 15 février devant la Préfecture pour accompagner la délégation des 9 organisations syndicales et associations de retraités.

Du monde attentif aux prises de paroles et s'indignant avec les orateurs, du sort que réserve ce gouvernement des riches à celles et ceux qui ont trimés des années durant pour faire de la France la puissance qu'elle est !

Pas moins de 4100 cartes-pétitions apportées par la CGT (+ de 5000 pour l'ensemble de la délégation) et remis au représentant du gouvernement pour dire à Macron tout le mal qu'il nous fait !

Parmi ces 4100, 80 recueillies par notre Section syndicale de retraités !

Pas moins de 300 à 350 retraités (dont une quinzaine de La Poste) qui se sont promis de revenir, plus nombreux encore, **le 15 MARS pour une nouvelle**

JOURNEE NATIONALE D' ACTIONS UNITAIRES

dans tout le pays !

MACRON FAIT GAFFE AU BRUIT DES PANTOUFLES QUI DESCENDENT DANS LA RUE !



ORDRE du JOUR

- Actualité sociale et préparation des journées du 15 et 22 mars
- Plan de Travail et Feuille de route
- Un point de rencontre devant le restaurant de Colbert ? Quand et avec quel matériel ?
- Compte rendu de la réunion de la Commission sociale

Possibilité du repas au siège si.... vous téléphonez au 04.91.11.60.95 ou au 06.09.43.73.33 et par mail retraites.cgtposte13@hotmail.fr